



communauté de l'auxerrois

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant PLH & PDM

Compte rendu du 1^{er} atelier débat grand public – Mercredi 18
octobre 2023

Préambule méthodologique

Ce compte-rendu présente de façon synthétique les contributions des participants à l'atelier de concertation du 18 octobre 2023, organisé à l'espace culturel d'Appoigny, dans le cadre de la démarche de participation du public à l'élaboration du PLUiHM (Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat, Mobilité) de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Plus d'informations : <https://www.agglo-auxerrois.fr/Missions/Urbanisme/PLU/PLUiHM-Plan-Local-d-Urbanisme-intercommunal-Habitat-Mobilité>

Cet atelier vient nourrir le travail de prospective autour de l'élaboration du PLUiHM. La démarche de concertation a débuté par une enquête, principalement en ligne, ouverte à l'ensemble des habitants du territoire du 4 au 25 septembre 2023, mais également sur le terrain avec 2 enquêtrices présentes dans différentes communes du 13 au 16 septembre. Cette enquête portait sur l'ensemble des thématiques relatives à la construction du PLUiHM (urbanisme, habitat, environnement, mobilités, tourisme, agriculture...) et avait vocation à recueillir la vision des habitants de leur territoire en 2023 et pour l'avenir (à horizon 2050).

Suite à cette enquête, la démarche s'articule autour de 2 ateliers-débats ouverts au grand public, entre octobre et décembre 2023, avant un temps de restitution, au printemps 2024, qui

visera à rendre compte des premières phases du PLUiHM notamment le diagnostic et les grandes orientations retenues.

Pour ce premier atelier, les participants avaient été invités principalement suite à leur réponse à l'enquête en ligne ou sur le terrain, dans laquelle ils pouvaient laisser leurs coordonnées et leur souhait de participer aux ateliers, mais également par les différents leviers à disposition de la Communauté d'Agglomération (panneaux pocket, presse, site internet, réseaux sociaux, relais des communes...). Au total, 92 participants étaient présents.

A noter que les échanges retranscrits ci-après correspondent aux discussions, réflexions et propositions des 92 participants présents lors de l'atelier-débat du 18 octobre 2023 et n'engagent que ceux qui les ont tenus. Il ne s'agit en aucun cas d'un rendu exhaustif ou d'un échantillon représentatif de l'opinion de l'ensemble des habitants de la communauté d'agglomération.

Pour rappel, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois s'est engagée à étudier attentivement l'ensemble des propositions, mais elles ne pourront toutes être retenues (faisabilité technique, juridique, financière...). Les participants seront dans tous les cas informés des retours faites sur leurs propositions.

En dépit de la grande attention portée au traitement des contributions et à l'écriture de ce compte-rendu, quelques erreurs orthographiques peuvent subsister.

Une démarche accompagnée par : *Palabreo*

Déroulé de l'atelier

En introduction de l'atelier, Christophe Bonnefond, Vice-Président de la CAA en charge du PLUiHM, expose l'ambition de la démarche du PLUiHM. Il est complété par Swann Berneau, chargé de mission planification urbaine à la CAA, qui présente le contexte du PLUiHM, son contenu et son calendrier. Puis Mathilde Chocat (Palabreo) présente les engagements de la concertation du grand public ainsi que le planning de la démarche, et revient sur la synthèse des résultats de l'enquête.

En fin d'introduction, elle précise la méthode de travail de la soirée : les participants (5 à 8 par table) disposent de 2 fiches de contribution présentant des questions relatives à la thématique qui leur a été attribuée, auxquelles ils doivent apporter des réponses collectives, après en avoir échangé. Après avoir répondu aux questions de cette thématique, ils peuvent s'ils le souhaitent répondre à d'autres questions sur les différentes thématiques. Ils disposent d'une heure et demie pour répondre aux questions sur des fiches de contribution collectives (les propos tenus à l'oral aux différentes tables n'ont pu être pris en compte dans le présent compte-rendu) Puis leurs contributions sont affichées et ils sont invités à aller découvrir les contributions des autres participants en discutant de façon informelle entre eux et autour de la collation, avant un temps de conclusion et le rappel de l'organisation du prochain atelier-débat le 13 décembre.

Au total, toutes les thématiques ont été traitées par au moins deux tables (trois pour la thématique environnement), avec des contributions complémentaires de certaines tables en deuxième partie d'atelier.



- **Habitat, urbanisme :**

- A quelles conditions la construction de nouveaux logements collectifs ou individuels dense serait acceptable pour vous ? Y compris de logements aidés / locatifs (à destination des jeunes ménages, familles, personnes âgées...) ? A quoi cela pourrait ressembler ? (n'hésitez pas à imaginer que cela se passe à côté de chez vous !)
- Quel(s) type(s) de logements développer en priorité pour loger tous les publics (jeunes ménages, seniors, ...) ? Et où prioriser les constructions ?
- Pour limiter l'extension urbaine, pensez-vous qu'il serait intéressant de faire de la « densification à la parcelle » en incitant les propriétaires à vendre une partie de leur terrain pour y construire un ou des nouveaux logements (par ex. scinder une parcelle de 800m² en 2 parcelles de 400m²) ? Si oui,

comment leur donner envie, comment les accompagner ?

- Et si on interdisait définitivement et à court terme toute nouvelle extension/construction sur des espaces naturels, forestier et agricoles pour protéger l'environnement, les ressources naturelles et la biodiversité ? Comment cela peut être envisagé ? Quels leviers, quels freins ? Comment convaincre ?

- **Environnement :**

- Quels leviers pour accompagner les propriétaires, bailleurs et entreprises/administrations dans la rénovation thermique et énergétique des bâtiments ?
- Comment faciliter le développement local des différents types d'énergies renouvelables ? A quelles conditions peut-on trouver un consensus sur le développement des énergies renouvelables ? Comment s'y prendre en fonction des différents types d'énergies ?
- Comment améliorer et développer la nature en ville et centre bourg ?
- Comment impliquer les entreprises, espaces commerciaux et les collectivités locales dans la protection de la biodiversité sur leurs parcelles ? Doit-on renforcer leurs obligations ? A quelles conditions ?
- Quelles sont selon vous les priorités d'action concernant l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources naturelles et la protection de la biodiversité ?

- Développement économique, tourisme et patrimoine :

- Quelle stratégie d'accueil des entreprises sur le territoire ? Où accueillir de nouvelles entreprises (travail sur les centre-bourg, nouvelles zones d'activités, zones existantes...) ? Quels inconvénients, quels atouts ?
- Comment réinventer les zones commerciales périphériques de demain, pour les densifier

sans les étendre, pour les reconvertir, pour accueillir des activités économiques, du logement ?

- Quelles idées, quelles actions mener pour promouvoir/soutenir un tourisme plus vertueux et respectueux de l'environnement ? En direction des touristes et des acteurs du tourisme (hébergeurs – restaurateurs – hôteliers – loisirs) ?
- Quelle mise en valeur et protection du patrimoine naturel (tourisme vert) et du patrimoine architectural ?

- **Mobilités :**

- Sans se limiter aux questions d'infrastructures (voies cyclables...), quelles actions concrètes pourriez-vous proposer pour inciter davantage à la pratique du vélo au quotidien ?
- Quels modes de déplacements devraient faire l'objet d'investissements conséquents de la part de l'Agglomération ? Pourquoi ?
- Quelles idées pour diminuer l'usage individuel de la voiture ? Pourrait-on un jour imaginer se passer de la 2ème voiture ? Imaginer ne plus être propriétaire de sa voiture ? Quel développement possible de l'autopartage ?
- Quels développements envisager pour le transport collectif et le transport à la demande ?

- **Agriculture, campagne :**

- Y a-t-il des productions agricoles à préserver/développer ? Si oui, comment concilier protection et rémunération des agriculteurs ?
- Quelles orientations de la filière agricole (du producteur au consommateur) pour un territoire plus vertueux ? Quels impacts et efforts pour chacun des acteurs (agriculteurs, consommateurs, distributeurs...) ?

- Quelles formes de diversification de l'activité des agriculteurs (agro-tourisme, agrivoltaïsme...) ?
- Comment garder attractifs les métiers de l'agriculture ?
- Equipements, services et cadre de vie :
 - Comment imaginer demain des commerces et services de proximité de qualité et accessibles à tous (dont les ménages les plus modestes) ? Quelles idées, quelles pistes de développement pour assurer leur viabilité économique ?
 - Etant entendu que l'on ne peut pas « mettre tout partout », et que le PLUIHM doit permettre l'évolution de l'Auxerrois entre 2026 et 2046, quels sont d'après vous les équipements, services ou activités qui manquent au territoire ?
 - Quelles idées pour renforcer plus généralement l'attractivité et la dynamique des cœurs de bourg tout au long de l'année ?
 - Quelles priorités pour l'adaptation des équipements scolaires (et périscolaires) aux besoins du territoire (groupements d'écoles, rénovation thermique des bâtiments, car scolaire...) ?
 - Quelles priorités en matière de formation initiale et continue ?



Compte-rendu des contributions par thématique

L'ensemble des contributions des participants, prises en note par les greffiers de chaque table, ont été reprises et analysées par thématique. Nous intégrons certains verbatims (les contributions écrites), afin d'illustrer de manière précise les réponses. Ils sont présentés en caractère *italique de couleur mauve*, chacun d'entre eux étant entouré de guillemets (« ... ») et séparé par une virgule (.). Malgré notre vigilance, il est possible que quelques erreurs de compréhension et de relecture subsistent dans le document.

Urbanisme et aménagement

Concernant la construction de nouveaux logements collectifs ou individuels denses, y compris des logements aidés ou locatifs, les participants soulignent notamment le besoin de limiter la hauteur de ces constructions (pour certains, pas plus de 3 étages). Ils évoquent la construction de maisons des services et de maisons de quartier, d'autres réfléchissent à la construction de logements intergénérationnels, incluant des services, sur le modèle de ce qui se fait dans les pays scandinaves. Ils partagent aussi leur souhait du respect des styles de constructions existants dans la région. La construction de maisons individuelles dans des villages, avec une accession à la propriété solidaire sur plusieurs années pour que les habitants en prennent soin, est aussi proposée par des participants. S'agissant de leurs localisations, ils pointent la pertinence de la préemption par exemple concernant des friches commerciales, à l'intérieur de la ville, mais aussi la nécessité de conserver la constructibilité des dents creuses sur tout le territoire.

Au-delà des nouvelles constructions, ils soulignent aussi le besoin de travailler sur l'existant : notamment pour réaliser des inventaires des logements vacants, afin de les réhabiliter et les adapter, en conservant par exemple les façades en centre-ville tout en adaptant les logements aux normes actuelles (économie d'énergie ...). Ces évolutions pourraient aussi être réalisées sur des logements se libérant afin de les moderniser et/ou les transformer en habitats intergénérationnels (ouverts aux primo-accédants et aux personnes âgées souhaitant rester dans la commune). Pour

favoriser la réhabilitation, les participants proposent de renforcer l'accompagnement (aides) mais aussi des moyens contraignants pour pousser les propriétaires à moderniser leurs biens. Pour certains, il faut penser à une meilleure répartition des habitats (en mixant des terrains plus ou moins grands), et mieux penser les zonages pour éviter le cloisonnement, faire muter l'existant et faciliter les accès aux services.

Pour permettre de loger tous les publics, y compris les jeunes ménages et les seniors, les participants proposent principalement la construction d'habitats partagés et/ou intergénérationnels, avec par exemple des services et espaces d'usages communs, tout en conservant des espaces privatifs, à proximité de commerces, de services et des transports. Ces logements pourraient être construits en priorité sur des friches, ou dans des logements vacants afin d'avoir une plus grande proximité des centres. Il pourrait s'agir de logements locatifs, ou d'accession à la propriété (ce qui pose la question pour certains de la gestion avec les constructeurs et les banques). Les participants évoquent aussi la construction de petites unités de « villages senior » pour les personnes âgées.

Plus largement, ils évoquent le besoin de faciliter la rencontre et les échanges, la vie associative, et de développer des lieux permettant d'accueillir des jeunes en stage, des apprentis, des jeunes travailleurs, de développer des formules pour du logement de court terme, et de l'accueil chez l'habitant.

Les participants souhaitent également poursuivre la réflexion sur la densité, la propriété foncière, les concessions et la location long terme. Ils s'interrogent aussi sur l'utilisation

moins importante du parc de bureaux avec le développement du télétravail.

Concernant la question portant sur la limitation de l'extension urbaine à travers le développement de la densification à la parcelle, les participants trouvent la solution pertinente si les propriétaires sont aidés et n'ont pas de préjudices financiers (biens dévalués à la revente), sur la base de leur accord et sans standardiser cela. Pour éviter des pertes financières, ils proposent de mettre en place un système d'exonération fiscale sur plusieurs années, et en laissant à la charge de l'acquéreur la remise en état du terrain. Ces extensions ou nouvelles constructions ne devraient pas dépasser 3 à 4 étages, et proposer des espaces végétalisés accessibles à tous plutôt que des jardins privés – ou alors sous la forme d'espaces partagés, des lieux d'échanges ou des jardins partagés. Plus largement ils soulignent le besoin de repenser la végétalisation des villes et des rues, pour les rendre plus attractives que les secteurs périphériques.

S'agissant de la perspective d'une interdiction définitive de toute nouvelle construction ou extension impactant les espaces naturels, forestiers et agricoles, s'ils partagent leur incompréhension face à la question car considérant que cela est déjà le cas. Ils évoquent par ailleurs le besoin de repenser l'attractivité du territoire en utilisant l'existant comme force, en tant que lieu d'accueil pour le tourisme et la villégiature, plutôt qu'en développant l'artificialisation des terres. Ils citent en ce sens Aux'R-Parc, et évoquent la ville à faibles distances comme outil de bien vivre. Ils souhaitent améliorer la valorisation de l'existant, y compris à travers les ZNIEFF et Natura 2000 pour réfléchir les aménagements et accès.

Enfin les participants formulent d'autres propositions, notamment pour penser l'habitat et l'urbanisme de façon plus large : en anticipant le vieillissement de la population et en proposant donc des solutions pour les personnes souhaitant vieillir et mourir chez elles, en préparant le personnel et l'habitat nécessaire au grand âge... mais aussi en réfléchissant l'habitat

en même temps que la mobilité et les commerces de proximité pour favoriser le développement et le dynamisme des villages. Ils évoquent aussi les questions touristiques, qu'ils souhaitent voir développées avec une offre variable selon les publics (premium, populaire, écologique, ...), en évitant un tourisme de masse et en réfléchissant à la cohérence de l'offre. Ils partagent leur souhait de voir évoluer la réglementation concernant les habitats insolites, et pour « penser une identité et une harmonisation nouvelle avec des règles d'urbanisme adaptées ».

Environnement

Afin d'accompagner les propriétaires, bailleurs, entreprises et administrations dans la rénovation thermique et énergétique des bâtiments, les participants proposent notamment d'améliorer la communication auprès des propriétaires et de rendre les informations plus accessibles, avec la mise en place d'un guichet dédié par exemple, et en indiquant les organismes et aides existants, pour faciliter le financement de leurs projets. Ils pointent le besoin d'adapter le financement aux travaux, ceux-ci devant se faire après un diagnostic du bâtiment permettant d'établir s'il vaut le coup d'être rénové, selon sa destination. Ils rappellent aussi le besoin d'accompagner à l'utilisation des équipements.

Soulignant l'urgence à agir en la matière pour que chaque logement soit isolé voire autonome, ils évoquent aussi des pistes d'action à des échelles plus collectives : en isolant et équipant (panneaux photovoltaïques) les zones commerciales, en facilitant les groupements d'entreprises pour rénover des bâtiments similaires, en facilitant la mutualisation de production d'énergie, en réfléchissant à des solutions collectives type biomasse pour le collectif voire pour des quartiers entiers, et en isolant également les bâtiments institutionnels.

Pour faciliter le développement local d'énergies renouvelables, les participants soulignent le besoin de développer différents types d'énergies (avec pour certains une volonté d'arrêter la construction de nouvelles éoliennes, jugées peu

productives et destructrices de l'environnement), en gardant l'échelle locale de production qui peut permettre d'arriver à un consensus. Ils proposent de développer le photovoltaïque, la biomasse (chaudières pour les équipements publics), de développer des unités de production de quartier avec différentes sources, voire d'utiliser *« la température de l'eau rejetée pour obtenir de l'énergie »*. Plus globalement ils rappellent le besoin de faciliter la mise en place de ces différentes solutions, avec un guichet qui pourrait permettre d'évaluer les propositions faites par les installateurs, en allant directement vers les entreprises et particuliers en les informant davantage sur les primes existantes et en développant des remises (taxes carbone) pour les inciter à s'équiper, avec des aides des collectivités locales ... Ils pointent aussi le besoin de travailler sur l'existant pour réaliser des économies d'énergie, tout en assouplissant les règles en matière de préservation du patrimoine architectural. Certains imaginent la mise en place de *« stations cyclables pour enseigner le principe de production d'électricité, afin de faire comprendre comment ça marche »*

Afin de développer, d'améliorer la nature en ville et centre-bourg, les participants mettent notamment en avant les enjeux de perméabilité et porosité du sol (de façon générale ou plus particulièrement en travaillant sur les trottoirs (pour éviter les inondations), sur les revêtements de parking (sol résillé, béton poreux), en retrouvant davantage d'herbe sur les espaces piétons, ...), ainsi qu'aux enjeux de chaleur (supprimer l'îlot de chaleur, préserver l'humidification de l'air en été pour mieux respirer, développer des ombrières végétales dans les rues, limiter le rayonnement de chaleur ...).

Les enjeux de mobilité sont également soulevés, dans la perspective du développement des liaisons douces vers la campagne, des voies vertes, ainsi que d'une réduction des trajets automobiles en développant les transports en commun s'ils sont bien organisés, avec des parkings relais piétonnés et desservis par des navettes fréquentes, laissant davantage de place à la nature.

Ils évoquent aussi d'autres solutions, en réservant *« une quote-part de la surface de construction ou de réhabilitation à la végétalisation »*, en favorisant la végétalisation des toitures, ou encore en limitant la pollution lumineuse nocturne.

S'agissant de la valorisation des déchets dans l'économie circulaire, les participants soulignent le besoin de faciliter la contribution des particuliers, en développant l'information sur l'existant, et en facilitant l'accès pour les personnes non motorisées aux déchetteries. Ils proposent le développement de nouvelles solutions locales : collecte et valorisation des déchets textiles en isolant, chaufferie biomasse par quartier ou villages, transformation des matériaux en fin de vie ...

Ils évoquent pour les déchets verts le besoin de les valoriser autrement qu'en compost, en réfléchissant par exemple à leur valorisation pour la construction ou l'agriculture ainsi qu'en énergie comme cela peut se faire à Reims par exemple. Certains indiquent que la méthanisation ne devrait pas autoriser *« d'autres déchets que ceux des habitants particuliers et non les déchets végétaux provenant de l'agriculture intensive »*.

Ils réfléchissent également à la limitation des emballages plastiques, ainsi qu'au retour des consignes de verre par exemple.

L'implication des entreprises, des espaces commerciaux et des collectivités locales dans la protection de la biodiversité sur leurs parcelles pourrait se traduire notamment par l'aménagement de leurs parkings (végétalisés et accueillant la biodiversité, avec des panneaux ombrelles) et la gestion des eaux de pluie (récupération sur les toitures, bassin d'orage, décanteur, traitement avant retour dans la nappe ...).

Ils évoquent aussi le besoin de faire respecter la législation, ce qui n'est aujourd'hui pas toujours le cas, par exemple s'agissant des livraisons en centre-ville, voire de la faire évoluer par exemple pour imposer *« un pourcentage de terrain laissé*

en friche, sans tonte ». Ils proposent aussi d'accompagner les entreprises à faire évoluer leurs flottes de poids-lourds vétustes.

Plus globalement, les priorités d'action concernant l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources naturelles et la protection de la biodiversité doivent porter sur différents éléments :

- En matière de transport, ils souhaitent le développement du covoiturage avec une application dédiée, le développement de pistes cyclables (obligatoires à chaque intervention sur une voirie) et des livraisons en vélo. Ils réfléchissent aussi à la limitation des déplacements le midi par la mise en place de restaurants d'entreprises.
- En matière d'urbanisme et d'aménagement, ils citent le besoin d'identifier clairement les zones protégées ainsi que de faire évoluer les méthodes de construction
- Pour la ressource en eau, ils proposent de développer l'équipement des particuliers avec des récupérateurs d'eau pluviale, des pommeaux de douche indiquant la consommation d'eau, des mousseurs sur les robinets ...
- Plus généralement ils rappellent le besoin d'appliquer le principe de pollueur-payeur pour financer ces priorités.

Question : « combien de champs de photovoltaïques ou d'éoliennes pourraient être créés avec le budget de l'EPR qui ne fonctionne pas encore ? »

Développement économique, tourisme et patrimoine

S'agissant de l'accueil des entreprises sur le territoire, les participants considèrent qu'il faut à la fois permettre l'accueil sur les zones d'activités existantes (avec de l'emploi artisanal et pas

uniquement logistique) tout en maintenant voire en développant les commerces en centres-villes et centres-bourgs (aide à l'installation) notamment des commerces de bouche.

Ils mettent en avant le besoin d'une desserte suffisante de transport, à la fois sur le territoire (transports en commun entre les lieux de vie et les zones d'activités), et depuis l'extérieur (liaisons ferroviaires, bus, lien vers Paris et Orly, fret ferroviaire ...).

Pour eux, il faut mettre en avant le territoire en faisant du lobbying présentant ses atouts (cadre de vie, situation géographique), et en préservant le cadre naturel (limitation de l'artificialisation des sols), afin d'attirer des habitants et des entreprises. Ils indiquent également le besoin de poursuivre le développement de l'offre de formation supérieure et des campus de l'agglomération.

Réfléchissant au futur des zones commerciales périphériques, pour les densifier sans les étendre, les reconvertir, les participants soulignent le besoin en parallèle de maintenir (voire redensifier) le commerce en centre-bourg. Pour les zones commerciales, ils proposent d'y aménager des logements par exemple pour les étudiants, mais avec une limite car cela pourrait entraîner la disparition des petits commerces des centres. Ils proposent également de repenser ces zones avec des espaces verts et des marchés pour développer les circuits courts. Les participants pointent l'intérêt de les densifier, en utilisant les friches qui y existent, et en aménageant des bâtiments d'au moins 2 étages. Ils imaginent également des zones de stationnement mutualisées pour économiser l'espace, avec des bornes de recharge, couvertes de panneaux photovoltaïques pour générer de l'électricité ... Il faudrait également y sécuriser les circulations douces.

Pour développer un tourisme plus vertueux et respectueux de l'environnement, les participants explorent différentes pistes :

Le développement du tourisme fluvial, en communiquant mieux dessus, en développant

l'offre d'hôtellerie fluviale, en proposant par exemple des locations de bateaux au port, paddle ...

La conservation et la mise en valeur des espaces arborés et des espaces d'accueil des touristes, en limitant leur artificialisation, la préservation des centres-bourgs (esthétique) et des arbres, des espaces verts en général comme ce qui a été bien fait sur les quais de l'Yonne à Auxerre (avec des bancs pour permettre la rencontre)

Le renforcement de l'offre d'hébergement, par exemple en rénovant des logements inoccupés pour en faire des logements touristiques, en développant des auberges de jeunesse ou de l'hébergement de plein air

La mise en avant du patrimoine gastronomique du territoire (œnologie en circuit, gastronomie, s'appuyer sur la renommée des vins de l'Yonne ...)

La transformation du parking des Cordeliers en une place centrale qui pourrait favoriser le commerce et servir de lieu d'accueil des touristes comme des locaux (en prévoyant des navettes, et en réfléchissant au stationnement, un sujet qui fait débat pour les participants s'agissant de sa réduction)

D'autres propositions, comme l'aménagement d'une ligne de bus vers le centre-ville, l'aménagement d'itinéraires de randonnée bien balisés (en lien avec l'offre d'hébergement), ou encore l'idée de « *centraliser les différentes manifestations (sportives, culturelles ...) et les rendre plus visibles sur tout le territoire* »

Pour mettre en valeur et protéger le patrimoine naturel et architectural du territoire, les participants proposent notamment de mettre l'accent sur les villages viticoles, à valoriser (mise en lumière, espaces publics, végétalisation), y compris leurs églises et collégiales, les vignobles et les forêts comme celles du Thureau et de Branches. Ils réfléchissent plus largement à la préservation de l'existant et son entretien, le maintien de la ruralité et de l'agriculture (et des paysages qui vont avec), s'interrogeant sur la

possibilité de protéger le patrimoine naturel tout en installant des éoliennes. Ils proposent de développer un événement autour des ceriseraies de l'auxerrois. Le développement d'itinéraires de balades et de promenade, en prolongeant ceux existant et en les entretenant (y compris chemin de halage le long de l'Yonne et du canal), est également une piste qu'ils abordent.



Mobilités

En matière de mobilités cyclables, les participants soulignent le besoin de renforcer les pistes existantes en les sécurisant et en s'assurant de leur continuité, avec un réseau permettant de rejoindre les différentes communes, qui pourrait par endroit emprunter les anciennes lignes de tacot comme à Perrigny. Ils pointent aussi le besoin de davantage de sécurisation des stationnements pour éviter les vols, et de la circulation à vélo en général y compris hors des pistes notamment sur les ronds-points et carrefours – certains proposent des mises en situation pour les automobilistes afin qu'ils perçoivent mieux les difficultés des cyclistes. Il s'agit aussi pour eux de mieux faire connaître l'existant, à la fois le réseau (avec également plus d'indications) et le matériel

comme les vélos en libre-service : ils proposent pour cela des journées découvertes, ou bien de proposer du matériel en prêt y compris des remorques pour les enfants ou pour animaux.

Ils proposent aussi de développer davantage de parcs relais pour éviter l'utilisation de la voiture et encourager l'usage du vélo.

S'agissant des investissements à réaliser sur les différents modes de déplacements, les participants réfléchissent à plusieurs pistes :

- Pour le vélo, ils rappellent le besoin de renforcer les aménagements sur les pistes cyclables, les carrefours et ronds-poids et pour les parkings à vélo
- Pour les transports en commun, ils évoquent le besoin de mieux informer de façon générale, la possibilité pour les bus scolaires et de ligne d'être prioritaires sur leur circuit pour fluidifier le trafic ; ils proposent aussi de réaménager certains carrefours comme celui de Perrigny/Saint Georges. Certains imaginent des transports en commun ludiques comme des transports scolaires en charrette.
- S'agissant du train, ils appuient l'idée d'un renforcement des déplacements vers Dijon et Paris pour qu'ils soient plus rapides et moins chers ; pour certains il pourrait s'agir d'une aide financière à l'utilisation du train (et du bus)
- Pour les déplacements en voiture, ils évoquent le développement du covoiturage, avec des parkings relais avec vidéoprotection pour les covoitureurs, ainsi que des voitures électriques et sans permis en autopartage par exemple à disposition sur place du village.
- Le transport à la demande pourrait être développé, en particulier pour faciliter les déplacements des travailleurs (y compris en horaires décalés)
- Certains rappellent le besoin de faciliter les déplacements à pied en améliorant les trottoirs.

Partageant leur regard sur la place de la voiture sur le territoire, les participants estiment que celle-ci prend trop de place, et qu'il est aujourd'hui compliqué de s'en passer du fait de la structuration du territoire. Pour autant, ils soulignent le besoin de réorganiser les aménagements pour permettre les déplacements notamment à vélo et à pied : pour eux, « *l'argent mis dans les dispositifs pour faire ralentir les voitures pourrait être utilisé pour rétrécir les largeurs de chaussée et créer pistes cyclables* ». Il serait aussi pertinent pour les participants de développer les horaires des bus, ainsi que le covoiturage, tout en aménageant des itinéraires poids lourds évitant les routes des villages qui ne sont pas prévues pour ces circulations.

Pour réduire l'usage de la voiture voire se passer d'une 2ème voiture, les participants mettent notamment en avant le développement du covoiturage (avec incitation financière, plateforme dédiée type blablacar local, communication, liste de lieux de travail communs pour faciliter l'organisation...) et du télétravail. De façon générale, cette diminution du recours à la voiture dépend pour eux d'une augmentation des coûts qui va de fait contraindre les automobilistes, mais qui pourrait être limité si les prix de l'habitat empêchent de se loger proche de son lieu de travail et des services et activités.

Ils imaginent aussi des incitations auprès des entreprises et des structures associatives et autres pour la mise en place du covoiturage et l'aménagement d'aires dédiées à celui-ci, ainsi que pour la mise en place de « *transports inspirés du transport scolaire* »

S'agissant de l'autopartage, les participants n'y sont pas opposés et imaginent la mise à disposition de voitures pour celui-ci, mais s'interrogent sur le nombre d'utilisateurs potentiels.

Ils proposent par ailleurs la mise en place de parkings relais gratuits, et pour les enfants de pédibus et de parkings à vélo dans les écoles pour sécuriser les enfants et tranquilliser les

parents tout en réduisant le nombre de véhicules au niveau des établissements scolaires.

Réfléchissant à l'idée de ne plus être propriétaire de sa voiture, certains participants estiment cette possibilité difficile à mettre en place sans trop de contraintes notamment pour pouvoir se déplacer sans programmer.

Quant au développement du transport collectif et du transport à la demande, les participants imaginent plusieurs pistes de développement :

- La mise en place d'un système de taxi communautaire, qui pourrait fonctionner si les usagers acceptent d'être à plusieurs dans un véhicule et d'attendre un peu, et si le prix de la course est assez bas,
- Le développement de transports interentreprises,
- L'aménagement de davantage de zones de dépôts pour le transport à la demande,
- L'utilisation du ramassage scolaire pour des transports non scolaires.

De façon plus générale certains insistent sur le besoin de mieux faire connaître les dispositifs, avec par exemple des démonstrations et voyages tests, pour renforcer l'accompagnement des possibles utilisateurs de ces services. Une remarque qu'ils étendent à l'ensemble des services de mobilité (transport à la demande, Karos, ...) en dehors de ce qui est présent sur le site de la CAA.

Partageant d'autres idées sur les enjeux de mobilités, les participants soulignent l'intérêt de faciliter le déménagement des personnes âgées dans des quartiers plus adaptés pour ainsi réduire leur dépendance à la voiture, mais aussi les problématiques de déplacements liés à la mise en place des PAV, dont l'utilisation pourrait conduire à augmenter le nombre d'automobilistes réguliers (notamment pour les personnes âgées ne pouvant s'y rendre à pied).

Agriculture et campagne

Concernant les productions à préserver et/ou à développer, les participants évoquent notamment les cultures de céréales, surtout celles adaptées au changement climatique et peu gourmandes en eau, mais également le maraichage, les arbres fruitiers, les cultures bio en général et la filière animale.

Ils souhaitent également favoriser la consommation locale, avec des produits sains issus d'une culture raisonnée et donc accessibles à tous, et la vente en direct, permettant d'assurer une rémunération aux agriculteurs. Le regroupement des agriculteurs pour diminuer leurs coûts serait également une piste pour eux.

Ils abordent également la possibilité d'avoir des *« zones réservées dans le PLUi HM afin d'éviter l'éolien dans les champs de culture »*, de réglementer les marges des distributeurs et de faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs.

Ils imaginent, pour développer une filière agricole plus vertueuse, le développement de la vente de proximité, avec des points de vente dédiés, des marchés locaux, et en lien avec les distributeurs et dans les petits commerces. Ils proposent aussi d'imposer l'usage de produits locaux, par exemple dans les cantines scolaires, les maisons de retraite, etc. Plus largement ils souhaitent développer une agriculture raisonnée, et inciter à la consommation locale.

Pour diversifier l'activité des agriculteurs, les participants adhèrent à l'idée de l'agrotourisme, qui pourrait permettre de mieux faire connaître le territoire, avec l'organisation de week-end et vacances à la ferme (y compris avec stationnement de camping-car), de la vente directe, et davantage de communication. Ils imaginent aussi l'agrivoltaïsme comme une option permettant de générer des revenus supplémentaires tout en offrant une protection face au changement climatique, à condition de respecter le patrimoine.

Ils réfléchissent également à l'émergence de nouvelles productions, adaptées au climat, et à

l'encadrement de l'éolien « *en fonction des habitations, des terres agricoles et des pâtures* ».

Pour conserver l'attractivité des métiers de l'agriculture, les participants soulignent le besoin d'améliorer les revenus agricoles et les conditions de travail des agriculteurs (avec une charge de travail allégée par le biais de regroupements ou l'emploi d'apprentis par exemple), mais aussi de faire évoluer l'activité pour respecter l'environnement, développer des productions plus diversifiées ou la valorisation d'une production raisonnée par une bonne rémunération. Pour faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs, ils imaginent que les collectivités pourraient louer ou acheter des terres agricoles vacantes, en lien avec la SAFER.

Equipements, services et cadre de vie

Imaginant les commerces et services de proximité de demain, les participants mettent l'accent sur les enjeux d'accessibilité des services publics, pour les personnes âgées mais aussi de façon générale, avec notamment la mise en place d'un transport collectif régulier à des jours spécifiques, en ruralité. Ils évoquent aussi le besoin de points multi-services et multi-commerces qui pourrait être accompagnés par la CAA, mais aussi de garderies et de crèches, ou encore de services de santé notamment avec un maillage de spécialistes et de services à la personne pour favoriser le maintien à domicile (en développant la formation).

S'agissant des équipements, services et activités manquant sur le territoire, les participants partagent leurs attentes en matière de services de santé (avec des maisons de santé regroupant médecin, kiné, dentiste, infirmier ...), de transport (avec une meilleure desserte des communes), de commerces (avec une offre plus importante) et d'activité économique (en développant des entreprises dans l'énergie solaire, l'isolation des bâtiments, l'économie circulaire ou bien dans le tourisme).

Pour renforcer l'attractivité et le dynamisme des centres-bourgs, à l'année, les participants imaginent à la fois des temps spécifiques avec

l'organisation d'évènements (par les commerçants ou les associations), des espaces accueillants (espace vert à la place du parking des Cordeliers à Auxerre, en général jardins publics, aires de jeux ou jardins partagés dans les hameaux), et des lieux de services et de vie (maisons France Service, maisons médicales, bar-restaurant accessible et abordable pour rassembler les gens).

Concernant l'adaptation des équipements scolaires et périscolaires, les participants soulignent l'importance d'une rénovation thermique et globale des bâtiments (voire l'installation de la climatisation), la végétalisation des cours et l'amélioration du ramassage scolaire. Ils demandent également la création de crèches et de haltes- garderies / garderies périscolaires.

En matière de formation initiale et continue, ils insistent sur le besoin d'enseignement en matière d'éducation civique et de respect, et souhaitent aussi développer l'apprentissage ainsi que les formations des IUT, pour faire venir des jeunes et contribuer ainsi au dynamisme du territoire.



Annexes : contributions brutes par tables

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des contributions formulées aux tables, et qui seront étudiées par l'Agglomération.

Thématique 1 : Urbanisme et habitat	
<i>A. A quelles conditions la construction de nouveaux logements collectifs ou individuels dense serait acceptable pour vous ? Y compris de logements aidés / locatifs (à destination des jeunes ménages, familles, personnes âgées ...) ? A quoi cela pourrait ressembler ? (n'hésitez pas à imaginer que cela se passe à côté de chez vous !)</i>	
Table 7	<p>Mixer les habitats (petits et moyens terrains, éviter les ghettos)</p> <p>Recenser ce qui est non habité ou vétuste et ce qu'il est possible de faire dans ces logements</p> <p>Réhabilitation d'un bâti existant en centre-ville en gardant les façades mais peut-être en faisant derrière des lieux éco d'énergie et habitat actuel</p> <p>Accompagnement d'aide et de moyen de « contraindre » les propriétaires pour moderniser</p> <p>Préempter sur des zones, ex friches commerciales qui sont incluses dans l'enceinte de la ville</p> <p>Pour petites communes, trouver une organisation et un roulement pour réhabiliter des maisons libérées (perso âgées) et des habitats intergénération (primo accédants et personnes âgées souhaitant rester dans la commune)</p> <p>Réfléchir l'habitat faire muter le parc existant. Interpénétrer les zonages et éviter le cloisonnement</p> <p>Repenser les zonages, revoir les répartitions des lieux et des accès aux services. Construire maisons de services, maison de quartier sur les nouveaux logements collectifs</p>
Table 5	<p>Pas d'habitat vertical / limiter le nombre d'étage</p> <p>Réhabilitation des logements inoccupés vacants et adaptation</p> <p>Conserver la constructibilité des dents creuses dans l'agglomération</p>
Table 1	<p>Pas de logements de plus de 3 étages dans les plus grosses communes</p> <p>Pour les villages, un concept de maisons individuelles avec accession à la propriétaire (solidaire sur X années) ainsi les habitants prendraient soin des constructions</p> <p>Concernant les habitations vides, effectuer un inventaire des sites</p> <p>Idées : logements intergénérationnels (jeunes actifs/étudiants + seniors) avec services (médicaux, commerces de proximité, bus, jardins partagés) exemple modèle suédois / norvégien</p> <p>Veillez à respecter les styles de constructions de la région</p>
<i>B. Quel(s) type(s) de logements développer en priorité pour loger tous les publics (jeunes ménages, seniors, ...) ? Et où prioriser les constructions ?</i>	
Table 7	<p>Habitat partagé avec des îlots de service et commerces de proximité</p> <p>Permettre vie associative</p> <p>Construire habitat et lieu d'échange, de rencontre</p> <p>Construire habitat et service social</p> <p>Imaginer des lieux qui permettent d'accueillir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des apprentis, jeunes en stage - Des personnes présentes sur un court terme - Développer de l'accueil habitant - Jeunes travailleurs

	<p>Quelles gestions avec les constructeurs et banques pour la primo accessibilité ?</p> <p>Repenser densité propriété du foncier, concession, location long terme</p> <p>Quelle utilisation de parc bureaux moins utilisés avec le télétravail</p>
Table 5	<p>Mettre en place des nouvelles formules pour les personnes âgées : principe de petites unités de village senior</p> <p>Principe d'habitation pour les jeunes ménages avec des parties d'usage commun et des espaces privatisés en locatif ou en accès à la propriété</p>
Table 1	<p>Prioriser les logements intergénérationnels avec services et transports sur les anciennes friches industrielles ou sur le parc foncier existant (bâti vacants) à proximité des centres bourgs et centres villes</p>
<p><i>C. Pour limiter l'extension urbaine, pensez-vous qu'il serait intéressant de faire de la « densification à la parcelle » en incitant les propriétaires à vendre une partie de leur terrain pour y construire un ou des nouveaux logements (par ex. scinder une parcelle de 800m² en 2 parcelles de 400m²), en permettant ou en incitant les extensions verticales ? Si oui, comment leur donner envie, comment les accompagner ?</i></p>	
Table 7	<p>Aides des propriétaires</p> <p>Limiter le vertical entre 3 et 4 étages max</p> <p>Pas pour une standardisation</p> <p>Penser plus végétalisation des logements que jardin ou alors des espaces partagés (lieu d'échange ou jardins partagés)</p> <p>Végétalisation des rues</p> <p>Repenser la végétalisation des villes</p>
Table 1	<p>Oui mais sans préjudices financiers pour les propriétaires existants (au prix du marché du terrain constructible) avec leur seul consentement</p> <p>Comment : exonération fiscale sur un nombre d'années, remise en état du terrain restant aux propriétaires à la charge de l'acquéreur (clôtures, haies, viabilisation, portail, etc.)</p>
<p><i>D. Et si on interdisait définitivement et à court terme toute nouvelle extension/construction sur des espaces naturels, forestier et agricoles pour protéger l'environnement, les ressources naturelles et la biodiversité ? Comment cela peut être envisagé ? Quels leviers, quels freins ? Comment convaincre ?</i></p>	
Table 7	<p>Repenser l'attractivité de notre territoire : doit-il être attractif par l'artificialisation de terres (Aux. R Parc) ou utiliser notre habitat comme force comme lieu d'accueil (tourisme, villégiature)</p> <p>Utiliser notre faible distance comme outil de bien vivre (+ service qu'économie)</p> <p>Travailler la valorisation de l'existant</p> <p>Valorisation ZNIEFF et Natura 200 autour éco tourisme : réfléchir les aménagements, les accès</p>
Table 1	<p>OK – pour interdire toutes constructions. Nous pensions que c'était déjà le cas. Nous ne comprenons pas le sens de cette question</p>
<p><i>Autres idées</i></p>	
Table 7	<p>Développer un tourisme à géométrie variable avec service adapté selon que l'on est premium et populaire et écologique</p> <p>Pas forcément tourisme de masse et choisi</p> <p>Quelle cohérence de l'offre de tourisme</p> <p>Revoir la réglementation habitat insolite</p> <p>Penser une identité et harmonisation nouvelle avec des règles d'urbanisme adaptées</p> <p>Face au vieillissement de nos populations, comment l'habitat collectif répond à son souhait de vieillir et mourir chez soi</p>

	Quelle préparation des personnels nécessaires, réfléchir à l'habitat rattaché à ce service (grand âge)
Table 1	L'habitat va de pair avec la mobilité/transports et les commerces de proximité (écoles) essentiel au développement de nos villages et à leur dynamisation

Thématique 2 : Environnement	
<i>A. Quels leviers pour accompagner les propriétaires, bailleurs et entreprises/administrations dans la rénovation thermique et énergétique des bâtiments ?</i>	
Table 8	<p>Définir la destination du bâtiment</p> <p>« super » diagnostic du bâti > le bâtiment vaut-il le coup d'être rénové ?</p> <p>Financement adapté pour les travaux</p> <p>Cas des zones commerciales : facilité d'améliorer les bâtiments (isolation, panneaux solaire ...)</p> <p>Création d'un guichet pour renseigner les propriétaires</p> <p>Faciliter le groupement d'entreprise pour la rénovation de bâtiments similaires</p> <p>Accompagner aux bons usages des équipements</p>
Table 4	<p>Travailler l'information sur le portail de l'agglomération. Indiquer les organismes ou associations susceptibles d'accompagner l'ensemble des démarches et la recherche d'aides financières (ADIL, URBANIS, SOLIA, ANAH, ...)</p> <p>Faciliter la mutualisation de la production individuelle d'énergie</p>
Table 15	<p>Il y a urgence climatique : chaque pavillon, chaque immeuble doit être isolé individuellement + énergie solaire + réserve d'eau de ruissellement + éoliennes en toiture ou jardin.</p> <p>Les établissements institutionnels doivent être aménagés de la même manière + solution éco-collectives pour énergiser les bâtiments collectifs ou des quartiers entiers (biomasse, etc.)</p> <p>Financement global en aide pour chaque projet pour que chacun puisse avoir une maison autonome (ma prime rénov accessible et plus intelligente)</p>
<i>B. Comment faciliter le développement local des différents types d'énergies renouvelables ? A quelles conditions peut-on trouver un consensus sur le développement des énergies renouvelables ? Comment s'y prendre en fonction des différents types d'énergies ?</i>	
Table 8	<p>Travailler sur les économies d'énergie sur l'existant</p> <p>Développer les chaudières biomasse pour alimenter les équipements publics</p> <p>Création d'un guichet permettant d'évaluer les propositions faites par les professionnels installateurs</p> <p>Développer le photovoltaïque</p>
Table 4	<p>Nous pensons qu'il faut arrêter la construction de nouvelles éoliennes (peu productives et destructrices de l'environnement)</p> <p>Faire des unités de production de quartier en électricité avec plusieurs sources différentes</p> <p>Utiliser la température de l'eau rejetée pour obtenir de l'énergie</p>
Table 15	<p>Faire des appels de fonds aux entreprises et aux particuliers qui bénéficieraient de prime d'énergie et qui auraient des remises sur les taxes carbone</p> <p>Aides de la part des collectivités locales</p> <p>Assouplir la réglementation y compris les bâtiments de France et patrimoine</p> <p>Produire local pour accepter le consensus</p>

	<p>Question : « types d'énergie « ?! » Mixer toutes les énergies car aucune n'est viable toute seule, et rester local</p> <p>Anecdote : création de stations cyclables pour enseigner sur le principe de production d'électricité afin de faire comprendre comment ça marche</p>
<i>C. Comment améliorer et développer la nature en ville et centre bourg ?</i>	
Table 8	<p>Développer les voies vertes, liaison douce vers la campagne</p> <p>Protéger l'existant, la voie verte, les parcs ...</p> <p>Diminuer l'intensité lumineuse la nuit</p>
Table 4	<p>Réserver absolument une quote-part de la surface de construction ou de réhabilitation à la végétalisation</p> <p>Réaliser des ombrières végétales au-dessus des rues avec de la vigne par ex, glycine...</p> <p>Piétonniser avec parkings relais et navettes fréquentes pour laisser la place à la nature</p>
Table 13	<p>Rendre la ville perméable</p> <p>Supprimer l'îlot de chaleur</p>
Table 15	<p>Retirer les trottoirs bétonnés en façon de gouttières afin d'éviter de créer des inondations</p> <p>Retrouver de l'herbe sur les espaces non « roulables »</p> <p>Favoriser les toitures végétales et favoriser la perméabilité du sol, éviter le rayonnement de chaleur</p> <p>Création de parking en sol résillé et en béton poreux > perméabilité</p> <p>Sauvegarder l'humidification de l'air pour mieux respirer en été</p> <p>Réduire la circulation automobile au profit des transports en commun, à la condition d'être mieux organisés</p>
<i>D. Quelle valorisation des déchets dans l'économie circulaire ?</i>	
Table 8	<p>Méconnaissance de l'existant (comment trier et que deviennent les déchets)</p> <p>Filière de récupération des déchets verts</p> <p>Information sur l'état actuel de l'économie circulaire</p> <p>Communication sur ce qui existe ailleurs, ce que font les entreprises innovantes</p>
Table 4	<p>Valoriser les déchets verts autrement qu'en compost :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matière sèche utile pour la construction et l'agriculture - Eau > agriculture - Gaz > énergie <p>Ex : à Reims il existe une entreprise qui le fait (voir Mr Julien Mouchet)</p> <p>Valoriser les déchets textiles avec une collecte plus organisée et implanter une entreprise d'effilochage pour de l'isolant</p> <p>Faciliter la transformation locale des différents matériaux en fin de vie</p>
Table 13	<p>Faciliter les personnes non motorisées à contribuer / participer au recyclage en déchetterie (gros volume)</p>
Table 15	<p>Pas de méthanisation si elle autorise d'autres déchets que ceux des habitants particuliers et non les déchets végétaux provenant de l'agriculture intensive</p> <p>Chaufferie biomasse par quartiers ou par villages : valorisation des déchets</p> <p>Eviter les industrielles (alimentaires et autres) de créer des emballages afin d'alimenter des sociétés de type PAPREC (ex. tous les produits doivent être emballés dans l'unique et même sachet plastique transparent juste avec une étiquette qui change)</p> <p>Favoriser le retour des consignes de verre recyclable éternellement</p> <p>Toutes ces actions devraient rester LOCALES</p>
<i>E. Comment impliquer les entreprises, espaces commerciaux et les collectivités locales dans la protection de la biodiversité sur leurs parcelles ? Doit-on renforcer leurs obligations ? A quelles conditions ?</i>	

Table 8	Construction de parkings : végétalisation et panneaux ombrelles Imposer un pourcentage de terrain laissé en friche, sans tonte Améliorer le traitement et la gestion des eaux pluviales (aménagement de bassin d'orage, décanteur, ...) > eaux propres à la sortie du réseau
Table 4	Accompagner la métamorphose des flottes de camions vétuste d'entreprises Faire respecter la législation pour les livraisons centre-ville
Table 15	Récupération d'eau obligatoire sur chaque toiture à partir d'un certain nombre de m ² et traiter l'eau avant retour dans la nappe Végétaliser les parkings pour faire revenir les oiseaux et autres insectes Juste déjà leur faire respecter la loi car elle ne l'est pas encore aujourd'hui dans beaucoup de cas
<i>F. Quelles sont selon vous les priorités d'action concernant l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources naturelles et la protection de la biodiversité</i>	
Table 8	Actions sur le transport routier : <ul style="list-style-type: none"> - Plateforme de covoiturage (application) - A chaque intervention sur une voirie, obligation d'y mettre une partie cyclable - Développer la livraison en vélo - Limiter les déplacements le midi : création de restaurant d'entreprises Indiquer clairement les zones protégées Faire évoluer les méthodes de construction
Table 4	Ressource en eau : récupérer l'eau de pluie quand on a un jardin ; équiper les douches de pommeau de douche qui indiquent quelle conso ; mettre des mousseurs sur les robinets
Table 15	Se reporter ci-dessus ! Prendre de l'argent aux pollueurs pour payer les priorités (Question : combien de champs de photovoltaïques ou d'éoliennes pourraient être créés avec le budget de l'EPR qui ne fonctionne pas encore ?)

Thématique 3 : Développement économique, tourisme et proximité

A. Quelle stratégie d'accueil des entreprises sur le territoire ? Où accueillir de nouvelles entreprises (travail sur les centres-bourgs, nouvelles zones d'activités, zones existantes ...) ? Quels inconvénients, quels atouts ?

Table 9	Maillage cohérent des transports publics entre les lieux de vie et les zones de travail Le transport doit également permettre le trajet depuis l'extérieur de l'agglomération (exemple : développer le ferroviaire / les lignes de bus ; aujourd'hui Paris-Auxerre et le reste de l'agglomération manque de desserte et de ponctualité) Liaison Orly à développer Fret ferroviaire Faire du lobbying pour présenter nos atouts = cadre de vie, voie de passage entre le Nord et le Sud Continuer à développer l'offre de formation supérieure et les campus de l'agglomération Aide à l'installation pour les commerces de centre-ville
Table 2	Accueillir les entreprises sur les zones existantes : avec emplois artisanaux locaux et non pas que de la logistique (cas d'Aux R Parc). Optimiser les zones existantes (les Macherins, Plaine des Isles, les Clairions, les Bréandes, Escolives/Champs ...) + St Siméon Réhabiliter les friches industrielles (verrues non utilisées)

	<p>Limiter d'utiliser les terres agricoles (non artificialisation des sols), le département étant agricole (attire pour les paysages, la vigne, le patrimoine) pour attirer de nouveaux habitants</p> <p>Maintenir les commerces en centre-ville d'Auxerre et centres-bourgs (Monéteau, Appoigny, Chevannes, Champs) dont les commerces de bouche</p>
<p><i>B. Comment réinventer les zones commerciales périphériques de demain, pour les densifier sans les étendre, pour les reconverter, pour accueillir des activités économiques, du logement... ?</i></p>	
Table 9	<p>Réorienter les locaux commerciaux pour une autre utilisation : habitation, campus étudiant ...</p> <p>Y développer des marchés pour un circuit court</p> <p>Développer les bornes de recharge sur les zones commerciales</p> <p>Développer des espaces verts</p> <p>Utiliser les énergies renouvelables (couvrir les parkings de panneaux solaires)</p> <p>Sécuriser davantage la circulation pour les piétons et les mobilités douces</p> <p>Redensifier le commerce de centre bourg</p>
Table 2	<p>Doit-on associer les nouveaux logements auprès des zones commerciales ? Débat car cela risque de faire disparaître les plus petits commerces des centres-villes et des communes possédant aussi des commerces (Appoigny, Chevannes). Exemples : des commerces disparaissent à Monéteau (disparition du boucher)</p> <p>Mutualiser les places de stationnement dans les grandes zones commerciales > gagner de l'espace</p> <p>Utiliser les friches existantes dans ces zones (ex : les Macherins/Cora et les Clairions)</p> <p>Prévoir des zones en utilisant au moins 2 étages pour densifier</p> <p>Ne pas oublier de conserver un environnement paysager (arbres, espaces verts) pour maintenir la biodiversité (existe aujourd'hui aux Clairions le long de la voie D606)</p>
<p><i>C. Quelles idées, quelles actions mener pour promouvoir/soutenir un tourisme plus vertueux et respectueux de l'environnement ? En direction des touristes et des acteurs du tourisme (hébergeurs – restaurateurs – hôteliers – loisirs) ?</i></p>	
Table 9	<p>D'avantage de communication sur le tourisme fluvial existant (bateau électrique, paddle ...)</p> <p>Développer l'hôtellerie fluviale</p> <p>Location de bateau au port</p> <p>Transformer les maisons inoccupées des villages en logements touristiques</p> <p>Développer les auberges de jeunesse</p> <p>Proposer des itinéraires de randonnées bien balisés (étapes avec offres d'hébergement)</p> <p>Développer l'hébergement de plein air</p> <p>Centraliser les différentes manifestations (sportives, culturelles ...) et les rendre plus visibles sur tout le territoire</p> <p>Utiliser la renommée et la qualité des vins de l'Yonne</p> <p>Développer gastronomie et œnologie en circuit (s'inspirer de Chablis)</p>
Table 2	<p>Ne pas supprimer des espaces arborés et d'accueil des touristes en artificialisation des sols (exemple du camping d'Auxerre et son parc de 3 ha pour les Auxerrois et puits de carbone)</p> <p>Prévoir une ligne de bus qui mène au centre-ville</p> <p>Entretien et conserver l'esthétique des centres-bourgs mais en maintenant la biodiversité (hirondelles/chauve-souris) et maintien ou plantation d'arbres</p>

	<p>Maintenir les parcs urbains végétalisés et les squares avec bancs d'accueil pour faciliter le relationnel entre les habitants et les touristes. Citons la belle réalisations sur les quais de l'Yonne dans Auxerre</p> <p>Faire du parking des Cordeliers une place centrale, lieu de vie pour l'accueil des touristes et des locaux pour favoriser le commerce du centre bourg > réfléchir aux stationnements en d'autres lieux extérieurs avec navettes pour les déplacements (débat par rapport à la réduction des stationnements !)</p>
<p><i>D. Quelle mise en valeur et protection du patrimoine naturel (tourisme vert) et du patrimoine architectural ?</i></p>	
Table 9	<p>Mettre en valeur les villages viticoles en jouant sur les lumières, l'espace (mise en valeur des places). Végétalisation</p> <p>Proposer des itinéraires de balades dans l'agglomération</p> <p>Peut-on installer des éoliennes et protéger le patrimoine naturel ?</p> <p>Valoriser davantage nos bois (Branches...)</p> <p>Inventer une manifestation autour de nos ceriseraies</p>
Table 2	<p>Préserver l'existant et l'entretenir (voir idées soulevées au paragraphe précédent)</p> <p>Maintenir la ruralité et donc le maintien de l'agriculture (et des paysages)</p> <p>Maintenir et prolonger si possibilité les chemins de promenade et de halage le long de l'Yonne et du canal et bien entendu leur entretien</p> <p>Maintenir le patrimoine riche de la ville d'Auxerre mais mettre en valeur tous les villages de l'agglomération (églises, collégiales) en mettant l'accent sur l'intérêt des vignobles et des forêts (Thureau, Branches, ...)</p>

Thématique 4 : Mobilités	
<p><i>A. Sans se limiter aux questions d'infrastructures (voies cyclables, ...), quelles actions concrètes pourriez-vous proposer pour inciter davantage à la pratique du vélo au quotidien ?</i></p>	
Table 13	<p>Mise en sécurité des cyclistes hors piste cyclable = ronds-points et carrefours</p> <p>Mettre l'automobiliste dans la situation du cycliste pour lui faire comprendre ses problèmes</p> <p>Problème de continuité entre les différentes parties cyclables</p> <p>Création d'un réseau de pistes cyclables entre les localités</p> <p>Réhabiliter des chemins ou lignes de tacot pour permettre le passage de cyclistes (ex : Perrigny)</p> <p>Développer les parkings de dissuasion pour centre-ville et centre-bourg pour que les automobilistes laissent la voiture et prennent un vélo</p>
Table 4	<p>Sécuriser les voies cyclables</p> <p>Mieux indiquer les voies</p> <p>Développer les VAE</p>
Table 5	<p>Sécuriser la circulation à vélo</p> <p>Sécuriser le stationnement des vélos (éviter les vols)</p> <p>Aide financière à l'acquisition de vélos électrique</p> <p>Organiser des journées de « sortie découverte » pour faire connaître les infrastructures (pistes cyclables) et le matériel (vélos en libre-service)</p> <p>Mieux informer sur les structures (pistes) existantes</p> <p>Prêter du matériel en test (« remorque » pour chiens / enfants)</p>
<p><i>B. Quels modes de déplacement devraient faire l'objet d'investissements conséquents de la part de l'Agglomération ?</i></p>	

Table 13	<p>Vélo : les pistes cyclables et aménagement des carrefours et ronds-points, augmenter le nombre de parkings à vélo</p> <p>Bus : rendre les bus « scolaires et de ligne » prioritaires sur leur circuit afin de fluidifier le trafic (ex : Appoigny, Monéteau), réaménagement de carrefour (ex : Perrigny – St Georges)</p> <p>Voiture : voiture électrique en autopartage & voiture sans permis, à disposition sur la place du village ; prévoir parkings relais pour accueillir les « covoitureurs » en toute sécurité avec vidéoprotection</p> <p>Villages : améliorer le bus à la demande > bus + réguliers aux heures de trajet travail</p> <p>Train : rendre le trajet pour Dijon et Paris plus rapide et moins onéreux pour les familles</p>
Table 4	<p>Développer le TAD</p> <p>Les déplacements hydrogène/électrique</p>
Table 5	<p>La marche : amélioration des trottoirs</p> <p>Transports en commun : mieux informer</p> <p>Covoiturage</p> <p>Aide financière à l'utilisation du train / bus</p> <p>Mis en place de transports en commun « ludiques » (ex : transport scolaire en charrette)</p>
C. Que pensez-vous de la place prise par l'automobile sur le territoire de l'Agglomération ?	
Table 13	<p>Comme partout, tout a été fait pour l'automobile. Maintenant, il faut réorganiser pour les piétons, les cyclistes et autres ...</p> <p>L'argent mis dans les dispositifs pour faire ralentir les voitures pourrait être utilisé pour rétrécir les largeurs de chaussée et créer pistes cyclables</p> <p>Camions : créer des itinéraires pour que les poids lourds desservent les zones artisanales et commerciales sans passer par des routes de villages qui ne peuvent les « supporter »</p>
Table 4	<p>Développer les horaires des lignes de bus et le covoiturage afin de diminuer la place de l'automobile</p>
Table 5	<p>Une place un peu trop grande mais difficilement évitable compte tenu du territoire</p>
D. Quelles idées pour diminuer l'usage individuel de la voiture ? Pourrait-on un jour imaginer se passer de la 2ème voiture ? Imaginer ne plus être propriétaire de sa voiture ? Quel développement possible de l'autopartage ?	
Table 13	<p>2ème voiture : oui car les coûts augmentent énormément. Non si l'habitat est trop cher pour être vers son lieu de travail, si les services et activités pour les jeunes sont trop loin. Cela rejoint le problème de la médecine de proximité</p> <p>Propriétaire de sa voiture : difficile car cela touche à la liberté d'agir et de se déplacer sans avoir à « programmer »</p> <p>Trajet des écoliers : principe du pédibus, parking à vélo dans les écoles > pour sécuriser les enfants, tranquilliser les parents et diminuer le nombre de voiture devant les écoles</p>
Table 4	<p>Le télétravail</p> <p>Le covoiturage</p> <p>L'entraide entre habitants</p> <p>Si les différentes mobilités sont développées la 2ème voiture pourra disparaître</p> <p>Mise à disposition de voiture pour l'autopartage</p>
Table 5	<p>Incitation financière au covoiturage</p> <p>Développement d'un outil facilitant le covoiturage « blablacar local » et/ou le prêt de voitures entre particuliers</p> <p>Mise en place de parkings relais gratuits</p> <p>Développer le télétravail</p> <p>Au niveau des communes, lister les lieux de travail communs pour faciliter l'organisation de transports communs (covoiturage ou autres)</p>

	<p>Plus de communication = plus de covoiturage</p> <p>Inciter entreprises et autres structures (associations et autres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à organiser covoiturage et mettre en place aires de covoiturage, - à mettre en place des transports inspirés du transport scolaire <p>Autopartage : pourquoi pas mais y a-t-il suffisamment d'utilisateurs potentiels ?</p>
E. Quels développements envisager pour le transport collectif et le transport à la demande ?	
Table 13	<p>Créer un système de taxi communautaire</p> <p>Possible si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accepter d'être à plusieurs dans le véhicule - Accepter d'attendre un peu pour avoir le taxi - Diminuer le coût de la course
Table 4	<p>Transport interentreprises</p> <p>TAD : + de zone de dépôts</p>
Table 5	<p>Mieux accompagner les utilisateurs potentiels, leur faire découvrir le dispositif existant, organiser des démonstrations (voyages test)</p> <p>Utiliser le ramassage scolaire pour le non scolaire</p> <p>La méconnaissance des dispositifs existants nuit à leur utilisation</p>
Autres idées	
Table 13	<p>Permettre aux personnes qui vieillissent de déménager plus facilement dans un quartier adapté et abandonner ainsi plus facilement la voiture</p> <p>Problématique déplacements pour les déchets dans le projet de l'agglomération : augmentation des voitures = non durable</p>
Table 4	<p>Manque de communication des services mobilités (TAD, karos) autre que le site internet de la CAA</p>

Thématique 5 : Agriculture et campagne	
A. Y a-t-il des productions agricoles à préserver/développer ? Si oui, comment concilier protection et rémunération des agriculteurs ?	
Table 6	<p>Préserver les cultures dites céréales et développer les cultures qui nécessitent le moins d'eau ainsi que les cultures bio, la filière animal, le maraichage (local)</p> <p>Mettre des zones réservées dans le PLUi HM afin d'éviter l'éolien dans les champs de culture</p> <p>Favoriser une consommation locale (vente directe) pour la rémunération et favoriser le regroupement des agriculteurs afin de diminuer les coûts</p>
Table 12	<p>Préserver des céréales compatibles avec le climat futur (blé, orge, céréales moins gourmandes en eau), le maraichage, les arbres fruitiers</p> <p>Réglementer les marges des distributeurs</p> <p>Favoriser la production de cultures raisonnées pour obtenir des produits sains accessibles à tous</p> <p>Favoriser la vente en direct pour maintenir la rémunération des agriculteurs</p> <p>Favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs</p>
B. Quelles orientations de la filière agricole (du producteur au consommateur) pour un territoire plus vertueux ? Quels impacts et efforts pour chacun des acteurs (agriculteurs, consommateurs, distributeurs, ...) ?	

Table 6	Développer et favoriser la vente de proximité sur le territoire, les marchés locaux, les distributeurs Remettre les petits commerces de produits locaux Imposer les produits locaux dans les cantines scolaires
Table 12	Installer des points de vente de proximité des produits locaux Achat de produits locaux par les collectivités (cantines, maisons de retraite, etc.) Favoriser la culture raisonnée Motiver les habitants à consommer local
C. Quelles formes de diversification de l'activité des agriculteurs (agro-tourisme, agrivoltaïsme ...) ?	
Table 6	Agro-tourisme : - Week-end à la ferme - Vente directe de produit - + de communication de l'office du tourisme - Vacances à la ferme - Stationnement camping-car dans les lieux de l'agro tourisme Agrivoltaïsme : - Moyen de rémunération supplémentaire - Protection changement climatique
Table 12	Emergence de nouvelles productions en fonction du climat Développement de l'agrotourisme pour faire connaître le territoire Développer du photovoltaïque en respectant le patrimoine Encadrer l'éolien en fonction des habitations, des terres agricoles et des pâtures
D. Comment garder attractifs les métiers de l'agriculture ?	
Table 6	Améliorer les revenus des agriculteurs Alléger la charge de travail (regroupement, apprentis, ...)
Table 12	En respectant l'environnement En augmentant la diversification des productions sur place Valoriser la production de culture raisonnée par une bonne rémunération Que les collectivités puissent louer ou acheter des terres agricoles vacantes pour favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs en concertation avec la SAFER

Thématique 6 : Equipements, services et cadres de vie	
F. Comment imaginer demain des commerces et services de proximité de qualité et accessibles à tous (dont les ménages les plus modestes) ? Quelles idées, quelles pistes de développement pour assurer leur viabilité économique ?	
Table 14	Point de vente multiservices, multi commerces, accompagné par la communauté de communes Garderies d'enfants, crèches ... Aide d'accessibilité au service public par la proximité, notamment pour les personnes âgées Favoriser le maintien à domicile en développant la formation d'aides à domicile (services à la personne)
Table 3	Avoir un transport collectif régulier, à des jours spécifiques en ruralité. Surtout pour les usagers qui ne peuvent plus se déplacer, car le transport à la demande actuellement proposé ne fonctionne pas correctement

	Il faudrait un maillage de spécialistes de santé par rapport au nombre d'habitants dans les communes. Pas de médecins, pas de services publics équivaut à une fuite de la population
G. Etant entendu que l'on ne peut pas « mettre tout partout » et que le PLUIHM doit permettre l'évolution de l'Auxerrois entre 2026 et 2046, quels sont d'après vous les équipements, services ou activités qui manquent au territoire ?	
Table 14	La santé : maison de santé (médecin, kiné, dentiste, infirmier, ...) Transport : communes mieux desservies Magasins : plus d'offres
Table 3	Etant donné que l'on est dans l'ère de transition énergétique, il faudrait créer des entreprises dans le photovoltaïque, dans l'isolation des bâtiments, l'économie circulaire dans le recyclage ou réparation Développer les entreprises liées au tourisme
H. Quelles idées pour renforcer plus généralement l'attractivité et la dynamique des cœurs de bourg tout au long de l'année ?	
Table 14	Organiser des animations, par commerçants, par associations
Table 3	En milieu rural : <ul style="list-style-type: none"> - Avoir un bar-restaurant accessible et abordable économique pour rassembler les gens - Créer des maisons France services (poste, point interne, renseignements administratifs) et maisons médicales - Mettre des jardins publics ou aire de jeux dans les hameaux et/ou des jardins partagés A Auxerre : <ul style="list-style-type: none"> - Ralentir l'installation des banques, opticiens, assurances et favoriser les commerces de vie (restaurants, métiers de bouche, bars) - Avoir un joli espace vert en centre-ville à la place du parking des cordeliers
I. Quelles priorités pour l'adaptation des équipements scolaires (et périscolaires) aux besoins du territoire (groupements d'écoles, rénovation thermique des bâtiments, car scolaire ...)?	
Table 14	Rénovation thermique et globale Ramassage scolaire Végétalisation des cours d'écoles Création de crèches et garderies périscolaires
Table 3	Rénover les bâtiments scolaires avec des isolations nouvelles, voire climatiser cause réchauffement climatique Créer des crèches et halte-garderie
J. Quelles priorités en matière de formation initiale et continue ?	
Table 14	Insister sur éducation civique Apprendre le respect Développer l'apprentissage
Table 3	Développer les IUT pour attirer des jeunes qui augmentera le dynamisme de la ville et d'une région